

[REDACTED]

De: Sylvie Godbout
Envoyé: 20 juillet 2017 11:09
À: [REDACTED]
Objet: Votre demande d'accès à l'information
Pièces jointes: avis_recours.pdf

Bonjour [REDACTED],

Nous donnons suite à votre demande de renseignements du 6 juillet dernier. Tout d'abord, nous devons porter à votre attention que la préparation d'un plan de gestion en ressources informationnelles (PGRI) s'applique aux projets « financés et autorisés » de 100 000 \$ et plus. Aucun projet de ce type n'a été mis en place par la Société. En conséquence, nous n'avons produit aucun des autres documents que vous nous demandez aux points 2, 3, 4 et 5 de votre demande, ces documents étant intégrés au PGRI (planification triennale des projets et activités en ressources informationnelles, programmation annuelle des ressources informationnelles, bilan annuel des réalisations en ressources informationnelles, état de santé des projets et/ou bilan des projets).

Par ailleurs, à ce jour, les besoins de la Société n'ont pas nécessité que nous fassions une étude d'opportunité afin d'évaluer les possibilités qu'offrent les logiciels libres. Comme vous le savez sûrement, les projets déclarés et autorisés pour les différents organismes sont publics et se retrouvent sur le site Internet du Conseil du trésor.

En terminant, afin de satisfaire à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, un avis accompagne la présente. Il vous informe des recours prévus par le Chapitre V et indique notamment les délais pendant lesquels ils peuvent être exercés.

Nous espérons le tout à votre entière satisfaction et vous prions de recevoir nos salutations les meilleures.

Sylvie Godbout | Directrice, Administration
Secrétaire générale et responsable des affaires juridiques
Centre des congrès de Québec
418 649-7711 #4077 | 1 888 679-4000
900, boul. René-Lévesque Est, 2^e étage | Québec (Québec) G1R 2B5
www.convention.qc.ca | [Twitter](https://twitter.com) | [Facebook](https://facebook.com) | [LinkedIn](https://linkedin.com) | [Pinterest](https://pinterest.com)

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741
Téléc : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Bureau 18.200
500, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Tél : (514) 873-4196
Téléc : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) Délais

L'article 149 prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

c) Procédure

Selon l'article 151 de la loi, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

14 juin 2006
Mise à jour le 16 septembre 2016